



N° BLA/83 - 21 septembre 1971

"POUR OU CONTRE L'ARABISATION DE L'ENSEIGNEMENT" AU LIBAN

Pour débattre du difficile problème "pour ou contre l'arabisation de l'enseignement", le quotidien libanais de langue française, l'Orient, a pris l'initiative d'organiser une "table ronde" à laquelle ont participé les "hommes de pensée engagée" dont les noms suivent :

- Saïd BOUSTANY, Dr. ès lettres - agrégé de l'Université - professeur de littérature arabe de l'Université Libanaise, la faculté des lettres et à l'Institut des Lettres orientales de l'Université St. Joseph.
- Kassem MANSOUR, directeur du collège Amilieh à Beyrouth.
- Michel ALLARD, Directeur de l'Institut de Lettres Orientales de Beyrouth.
- Jacques PIOLLE, Directeur au Liban du centre de recherches et études linguistiques et, en France, directeur du département de linguistique appliqué d'Aix.
- Roger NABA'A, professeur de philosophie au Lycée franco-libanais et à l'Institut d'agronomie du Centre d'études supérieures.
- Hicham NACHABEH, directeur général de l'enseignement aux Makassed islamiques.
- Georges SFEIR, professeur de langue et de littérature française dans des écoles secondaires et à l'Université Libanaise.
- Henri AWITT, professeur d'arabe au Carmel Saint Joseph, a mené les débats au nom de "L'ORIENT".

Le texte des débats en a été publié dans son numéro du 4 avril 1971 (pp 11-13), et il est ici reproduit dans son intégralité. Quel n'est pas le pays arabe qui, aujourd'hui, ne se voit affronté au difficile problème du bilinguisme et des implications scolaires ou universitaires qu'il suppose ou entraîne. Comment conjuguer à la fois l'authenticité (asâla) et l'ouverture (tafattuh) ? Les facteurs culturels, politiques, pédagogiques et sociologiques, voire religieux, interfèrent étrangement dans ce domaine où chaque pays invente, peu à peu, "sa" solution nationale, non sans s'inspirer parfois du témoignage ou du contre-témoignage de ses voisins. Le présent document est donc à verser à ce dossier, vu la qualité des observations qu'on y trouve et la complexité de la situation libanaise qu'il reflète.

M. B.

"POUR OU CONTRE L'ARABISATION DE L'ENSEIGNEMENT" AU LIBAN (TEXTE INTEGRAL)

Légalement décrétée depuis 1946.

L'ORIENT - Il faudrait commencer par définir ce que l'on entend par "arabisation" S'agit-il de faire de l'arabe l'unique langue d'enseignement et supprimer les études de littérature étrangère ?

SAID BOUSTANY - Je pense que le problème a été jusqu'à présent très mal posé. Il prêche à équivoque. En 1946, 3 ans après l'expiration du Mandat, le gouvernement a publié le premier programme d'enseignement du Liban indépendant dans lequel tout devait être arabisé au niveau du cycle primaire ; l'enseignement de la langue étrangère y était réduit à une simple dictée...

JACQUES PIOLLE - Du point de vue linguistique, la dictée est le meilleur moyen de défavoriser l'apprentissage d'une langue.

SAID BOUSTANY - Ceci était une réaction contre le pays mandataire et contre la culture française qui représentait les séquelles du Mandat. Les nouveaux programmes du secondaire étaient également à enseigner en arabe. Mais les établissements étaient libres d'enseigner les mathématiques et les sciences en une langue étrangère : le français ou l'anglais. Le problème se réduit donc à ceci : faut-il supprimer cette liberté d'enseigner les maths et les sciences en français ou en anglais ou non ? Demander si l'arabisation est nécessaire, si nous sommes pour ou contre l'arabisation, c'est mal poser le problème. Sur le plan officiel, le Liban a pris position depuis 1946. Il est pour l'arabisation.

MICHEL ALLARD - Officiellement, les programmes ont été arabisés mais qu'en a-t-il été en fait, pour permettre une arabisation réelle ? C'est-à-dire, y a-t-il eu des efforts de traduction, a-t-on formé des équipes de traducteurs, des professeurs qualifiés pour enseigner la langue et la littérature arabes ? A mon avis, c'est beaucoup plus cela le problème de l'arabisation qu'un problème officiel ou légal.

KASSEM MANSOUR - En réalité, le problème actuel de l'arabisation devrait commencer par une discussion du texte de la commission des programmes dans lequel il est dit que toutes les écoles (publiques et privées) ont le choix d'enseigner les sciences et les maths soit en langue arabe, soit en langue étrangère. Or, ceci n'apporte pratiquement rien de nouveau par rapport à la loi de 1946. Alors où est le problème ? Le problème c'est que beaucoup d'éducateurs ont mal compris le texte de la commission, pour n'en avoir entendu parler que vaguement.

ROGER NABA'A - Il y a une dimension importante qui disparaît entièrement de la discussion. Pourquoi pose-t-on de nouveau le problème de l'arabisation en 1971, après deux événements qui ont secoué les pays arabes : juin 1967, et la liquidation de la résistance palestinienne ? Comment se fait-il que, jusqu'à présent, le gouvernement n'ait pas trouvé un moyen pour arabiser les programmes ? Il me semble que le problème est avant tout un problème social et politique. Les collèges qui ont choisi d'enseigner les maths et les sciences en français sont des collèges des missions chrétiennes, rattachés à la France d'une manière ou d'une autre. Cela revient à dire que nous avons acquis une indépendance formelle mais en pratique, nous sommes toujours sous tutelle. En somme il y a deux clans : ceux qui sont pour et ceux qui sont contre l'arabisation et le choix est essentiellement politique.

S'il y a 10 borgnes, il ne faut pas crever un œil à ceux qui ne le sont pas.

SAID BOUSTANY - M. Naba'a vient de signaler que les établissements qui avaient opté pour l'enseignement des maths et des sciences dans une langue étrangère étaient des établissements chrétiens. M. Naba'a a tort parce que jusqu'à présent tous les établissements libanais enseignent les maths et les sciences dans une langue étrangère. Il n'y a pas un seul établissement, chrétien ou non chrétien, qui enseigne ces matières en langue arabe. Malheureusement, le problème a été politisé. Malheureusement aussi, il y a des gens qui sont persuadés que le problème de l'arabisation est un problème politique. Pour ma part, je crois que c'est un problème purement pédagogique et technique. Je ne vois pas comment le fait d'apprendre le français ou d'enseigner les maths et les

sciences en français affecte notre indépendance. On peut lire Shakespeare et Molière en anglais et en français tout en restant très bon Libanais. Je ne vois pas comment le fait d'apprendre la table de multiplication en français et en anglais au lieu de l'apprendre en arabe nous rend moins indépendants. Le problème est tout autre. Il provient du fait que les langues étrangères sont très mal enseignées, souvent par des instituteurs qui les connaissent eux-mêmes très mal. Ce qui fait qu'il existe une génération, incapable d'apprendre les maths et les sciences en français ou en anglais. M. Mansour a très bien exposé le problème dans le rapport officiel de la commission des programmes. Voilà pourquoi les Libanais se sont précipités sur les diplômés égyptiens et syriens dans lesquels la langue étrangère ne constitue pas pour eux un handicap. Ce sont des gens incapables d'apprendre les maths ou les sciences en français C'est justement de ceux-là qu'il faut s'occuper. Si le gouvernement n'a pas su pendant plus d'un quart de siècle former des gens capables de bien enseigner la langue étrangère, il se trouve maintenant devant une double tâche : s'occuper de ceux qui ne connaissent pas une langue étrangère et essayer de faire quelque chose pour que le problème ne se pose pas de nouveau pour la nouvelle génération. Mais ce n'est pas une raison pour généraliser l'ignorance du français ! Ce n'est pas parce qu'il y a dix borgnes qu'il faut demander à ceux qui ne le sont pas de se crever un œil !

L'ORIENT - Pourriez-vous donc vous retrouver avec M. Naba'a sur un point d'accord?

SAID BOUSTANY - Ah non ! Je ne suis pas d'accord avec M. Naba'a sur deux points : d'abord lorsqu'il dit que seuls les établissements chrétiens ont opté pour la langue étrangère et ensuite je ne pense pas que le choix pour ou contre l'arabisation devrait être d'ordre politique mais pédagogique.

L'ORIENT - On pourrait dire que le problème est d'ordre pédagogique et la solution nécessite une décision politique.

SAID BOUSTANY - Je refuserai une solution politique imposée car je tiens à ma liberté, garantie par les droits de l'homme - Le jour où le gouvernement m'imposera une langue pour enseigner la table de multiplication, je me révolterai. Je ne tiens pas à être esclave. Je préfère être ignorant qu'esclave.

GEORGES SFEIR - Le mal dont nous souffrons actuellement est le décalage entre le niveau exigé des étudiants en matière de langue étrangère et leur niveau réel. De plus, des facteurs de nature politique et démagogique ont malheureusement contribué à rendre difficile une appréciation objective de ce problème qui me paraît être avant tout d'ordre pédagogique et fondé sur le devenir du pays.

ROGER NABA'A - Prenez l'histoire de la révolution française en 1789. Ce n'est pas par hasard que l'enseignement a été laïcisé à cette époque en France. C'est parce que justement à ce moment-là, la bourgeoisie n'avait plus besoin de l'enseignement chrétien. Les combats qui ont eu lieu par la suite ont été des combats d'arrière-garde. Ce n'est pas par hasard que le régime gaulliste a de nouveau favorisé l'enseignement chrétien en France. Dans tout système pédagogique, appelez-le technique si vous le voulez, est au service d'une politique, d'un ensemble de classes qui exercent une dictature voilée ou déclarée sur le peuple.

M. Saïd Boustany dit ne voir aucun danger à ce que les élèves libanais apprennent le français dans les classes primaires. En apprenant la langue et la littérature françaises, nous sommes, bon gré, mal gré, acculturés. C'est-à-dire que nous comprenons les problèmes libanais et arabes avec une logique française. Quand on veut expliquer le nationalisme arabe, on le fait à partir et à travers le nationalisme français qui en est complètement différent de par sa structure même. Nous jugeons la littérature arabe par rapport et en fonction de la littérature française.

MICHEL ALLARD - Non...

ROGER NABA'A - Ne dites pas non. Il y a beaucoup d'élèves, surtout ceux de l'enseignement français qui méprisent la littérature arabe. Ils n'y voient que quelque chose d'indigeste.

Une confusion alarmante entre langue et littérature.

MICHEL ALLARD Je crois que M. Piolle devrait clarifier ce que vous venez de dire car cela me paraît un peu embrouillé et vous mélangez plusieurs plans:

JACQUES PIOLLE - Je crois que vous faites une confusion entre langue et littérature qui me paraît alarmante. Vous n'êtes d'ailleurs pas le seul à faire cette confusion. Mon gouvernement, je suis fonctionnaire français, en a fait de même, langue et littérature sont deux choses tout à fait distinctes.

ROGER NABA'A - Certes. Mais comment enseigne-t-on la langue française au Liban ?

JACQUES PIOLLE - Mal.

ROGER NABA'A - Tout le problème est là! On l'enseigne à partir de la littérature, c'est-à-dire à travers un ensemble de critères de valeurs. Le Libanais acquiert ces valeurs qui ne lui sont pas propres. En France, chaque Français est obligé d'étudier les maths et les sciences en langue française.

JACQUES PIOLLE - Non, je regrette. Mon fils vient d'imposer un cours de mathématiques supérieures en math-élem, en langue anglaise.

ROGER NABA'A - En France ?

JACQUES PIOLLE - En France, au Lycée d'Aix.

ROGER NABA'A - C'est un cas exceptionnel.

JACQUES PIOLLE - Pas du tout.

MICHEL ALLARD - Roger, vous faites exactement ce que vous reprochez au gouvernement libanais de faire. Vous parlez de la révolution et de l'enseignement en France comme s'ils intéressaient directement le Liban.

Je voudrais dire quelque chose concernant le choix de la langue laissé aux établissements depuis 1946. Je me demande si ce choix ne risque, pas de créer des différences de plus en plus grandes entre les classes sociales. Je prends un cas actuel : l'Institut des sciences sociales à l'Université Libanaise s'est posé le problème de l'arabisation et pour éviter de le résoudre - car je considère que c'est éviter une solution - le choix a été laissé aux étudiants de suivre le programme complètement en arabe ou en français. Or, je considère cette solution comme, la pire de toutes, parce que vous allez avoir d'une part, un certain nombre de gens étudiant en arabe un certain nombre de matières. Mais, ce sera un enseignement au rabais car personne ne fera l'effort de favoriser cet enseignement. D'autre part, vous aurez des gens qui apprendront en langue étrangère et qui seront plus favorisés. Je crois qu'il faudrait faire pression sur le gouvernement pour supprimer ce choix. La même solution a été adoptée au Maroc. Je connais un professeur libanais qui a été au Maroc pour enseigner à l'Université de Rabat. Arrivé là-bas, on lui a dit : "Vous allez enseigner la psychologie". Il a répondu : "Mais je ne suis pas psychologue, je suis spécialiste de philosophie arabe". On lui a répondu : "Êtes-vous capable de faire votre cours en arabe ?". Il a dit oui. On lui a répondu : "Alors, vous enseignerez la psychologie !".

Si vous voulez choisir l'arabe, tant pis pour vous !

L'ORIENT - Mais pourquoi l'U. L. a-t-elle adopté cette solution de libre choix ?

MICHEL ALLARD - Ce choix est un alibi. Il permet à beaucoup d'enseignants d'avoir bonne conscience, de ne pas chercher réellement une arabisation. Au fond, la solution qu'on propose au Libanais est : "Si vous voulez choisir l'arabe, tant pis pour vous !".

Le Dr HICHAM NACHABEH - Je suis d'accord avec le père Allard. Le Liban a peut-être pris position sur le plan des principes, mais il n'a pas fait grand-chose pour mettre sa décision en pratique. Je pense que l'arabisation des programmes n'est pas un problème d'ordre pédagogique, il se rapporte plutôt à une manière de penser, comme l'a dit Roger Naba'a. Toute langue n'est pas simplement un moyen d'expression, c'est aussi une manière de penser. Quand un Libanais parle en français, il pense différemment que lorsqu'il parle en arabe. La langue arabe est un lien qui nous unit en tant que Libanais. Cette langue nous unit aussi aux pays arabes voisins et je ne peux comprendre la mission du Liban que dans le cadre du monde arabe.

En même temps, je suis pour l'enseignement d'une ou plusieurs langues étrangères au Liban, pour avoir accès aux importantes découvertes scientifiques et littéraires de notre siècle.

Il faudrait aussi définir de quelle langue arabe nous parlons. Je parle d'un arabe littéraire et raffiné ; mais il faut le simplifier et le débarrasser de ses formes archaïques. Un tel arabe existe. Il y a deux semaines, j'étais au Maroc. C'est grâce à l'arabe littéraire que j'ai pu communiquer et me faire comprendre.

L'arabisation des programmes aura une influence importante sur la pensée des Libanais et sur la pensée arabe. Il faudrait que la langue arabe, qui a surtout été utilisée comme véhicule d'expression des sentiments, à travers la poésie ou la littérature, puisse devenir une langue de sciences.

L'ORIENT - Donc, d'après vous, le Liban est porteur d'une mission spéciale en Orient. Il devrait trouver la langue arabe adéquate, une langue simplifiée et correcte. Il faut aussi rester bilingue. Du moins, dans l'état actuel des choses.

KASSEM MANSOUR - Au Liban, il y a des élèves si faibles en français et en anglais, qu'ils ne peuvent étudier les maths et les sciences dans ces langues. D'autre part, il y a des élèves si faibles en arabe, qu'ils seraient incapables d'apprendre les maths et les sciences en arabe.

La première proposition qui avait été faite à la commission des programmes préconisait l'arabisation obligatoire des maths et des sciences. Mais beaucoup d'établissements ont demandé qu'il y ait choix.

Au fond, le problème de l'arabisation, c'est celui de savoir si les maths et les sciences devraient être enseignés en arabe, en français ou en anglais. Si l'arabe n'est pas au point comme véhicule d'enseignement des maths et des sciences, j'ai le devoir, en tant que Libanais et Arabe, de travailler cette langue afin d'en faire un véhicule d'enseignement. Les gens restent libres d'apprendre dans la langue qui leur convient.

Je suis directeur d'un collège musulman, la plupart de mes élèves opteront probablement pour l'arabe mais si, par hasard, une dizaine ou une vingtaine de parents d'élèves préféreraient le français, mon devoir est de leur assurer cet enseignement. Ils sont libres de choisir. Je dois obéir.

Mais je crois que les Libanais ont assez d'arabe avec la langue arabe, la littérature arabe, l'histoire et la géographie, l'instruction civique. Je ne crois pas qu'enseigner les maths et les sciences en arabe changerait grand-chose.

Les gueux du Liban.

ROGER NABA'A - J'en déduis donc que l'arabisation des programmes est venue à l'ordre du jour parce que certains incompetents ont manifesté dans la rue. En somme, ce sont les ignares qui échouent au bac français.

HICHAM NACHABEH - Pas les "ignares". Les gens faibles en français.

ROGER NABA'A - Je regrette, le mot a été dit.

HICHAM NACHABEH - Disons les gens incompetents, les gens incapables d'apprendre en français.

ROGER NABA'A - Donc, les gueux du Liban, en caricaturant.

SAID BOUSTANY - Le mot "gueux" n'a pas été dit. Ce sont des gens peut-être très intelligents avec des parents charmants mais dont le français est faible, parce qu'il leur a été mal enseigné.

HICHAM NACHABEH - Leur cerveau peut être en excellent état mais leur français est faible, comme le mien d'ailleurs.

ROGER NABA'A - Ces élèves incapables viennent en majorité, d'écoles publiques.

JACQUES PIOLLE - Je regrette, mais en tant qu'ancien directeur des études de l'École Normale Supérieure, je vous contredis. J'ai fait passer pendant neuf ans le concours d'entrée à l'École Normale Supérieure, mes meilleurs candidats, qui ont d'ailleurs terminé leurs études par des doctorats en France, venaient en grande partie d'écoles publiques. Souvent, ce sont les plus solides. Les autres ont beaucoup de brio, pas plus.

ROGER NABA'A - En tout cas, d'après les statistiques, les élèves bons en français viennent des écoles privées.

JACQUES PIOLLE - Ceux qui réussissent bien en français au bac ?

ROGER NABA'A - Oui.

JACQUES PIOLLE - Je regrette encore mais ce n'est pas du tout la même chose.

ROGER NABA'A - Ce sont donc les élèves des écoles publiques qui échouent au bac et ceux des écoles privées qui réussissent brillamment en français. C'est important puisque la note éliminatoire est 5.

JACQUES PIOLLE - Une précision. Vous parlez du bac français ou du bac libanais ?

ROGER NABA'A - Dans les deux bac, la note éliminatoire est 5.

JACQUES PIOLLE - Je pense que les statistiques auxquelles vous faites allusion sont faussées du fait qu'elles confondent les épreuves de français du baccalauréat libanais et les épreuves du baccalauréat français. Le bac français est un jeu qui a ses propres règles et auquel ne peuvent absolument pas réussir les jeunes gens qui n'ont pas reçu une formation en conséquence.

ROGER NABA'A - Je parle des élèves des écoles publiques qui présentent le bac libanais. Il faut en déduire que le niveau de l'enseignement du français dans ces écoles est beaucoup plus faible que dans les écoles privées. Il est évident que les Pères Jésuites, les collèges des Frères, et les écoles des religieuses dispensent un enseignement de la langue et de la littérature françaises supérieur à celui des écoles publiques. Je pense que cela est fait volontairement pour des raisons d'ordre uniquement politique. Le Liban ne peut absorber dans ses universités chaque année des milliers d'élèves. Il faut donc qu'une sélection naturelle s'opère. Elle ne peut s'opérer qu'à partir de l'enseignement du français. C'est ainsi que nous avons 12 ou 13 ministres sur 15 ou 17 qui sortent de chez les Jésuites ou de la Sorbonne, c'est-à-dire qui possèdent bien leur français.

Or, une langue n'est pas neutre. Une langue transporte ses propres valeurs, culturelles, esthétiques et littéraires. Enseigner le français à des jeunes Libanais, c'est les déterminer à penser en français. Je serais pour le bilinguisme, même à partir du jardin d'enfants si cela ne décentrait pas l'enfant par rapport à sa propre culture. Or, c'est ce qui arrive au Liban. Le résultat est que le Libanais dénigre sa propre culture, sa propre littérature.

Ma réponse au bilinguisme est tirée de Moustafa Lacheraf : "Une langue peut créer ou produire des concepts adéquats pour sa propre compréhension et pour la compréhension de la réalité dans laquelle on vit, à condition qu'elle s'articule de façon permanente et quotidienne dans la société active". La société active est la réalité militaire, juridique, scientifique, technique et politique d'un pays. La langue arabe s'est trouvée refoulée de la sphère active de la société à cause du Mandat ; les mandataires contrôlant tous les organes vitaux de la société, il fallait connaître leur langue. Voilà pourquoi la langue arabe n'a pas évolué. Elle s'est rattrapée sur le nostalgique, sur le mythique, sur la religion, sur le passé magnifique des Arabes. Pour la faire revivre, il faut l'articuler sur les organes vitaux de la société libanaise.

Reste un problème qui m'ennuie: quelle langue arabe faut-il adopter ? Je pourrais y répondre par l'histoire Tatawi que je tiens du Père Allard : lorsqu'un Français fait de l'algèbre, il fait de l'algèbre. Quand un Arabe fait de l'algèbre, il fait de l'arabe. Or, il faut absolument éviter cela.

Je ne crois pas à la langue arabe en tant que lien, pas plus qu'à une "mission" du Liban par rapport aux autres pays arabes. La langue arabe est une structure communautaire. Elle doit me permettre, non pas de me retrouver avec un Irakien et de pouvoir communiquer avec lui, mais elle me permet

de me retrouver avec un Irakien contre quelqu'un, contre l'intervention impérialiste pour une redéfinition de la culture arabe en fonction des exigences technologiques et pratiques d'aujourd'hui.

Le bilinguisme fait du Libanais un être supérieur.

SAID BOUSTANY - Il y a quand même quelque chose de frappant. Lorsqu'on parle de la langue arabe, de son importance, de la nécessité de l'enseigner, cela donne l'impression qu'il y a des gens dans ce pays qui n'y croient pas. Or, la langue arabe est la langue officielle du Liban parce que nous avons voulu qu'il en soit ainsi. C'est nous qui avons fait en sorte qu'elle reste valable pendant 4 ou 5 siècles de décadence, quand tout le monde arabe l'avait délaissée.

Mais je crois que le fait d'accéder à une autre culture enrichit un être humain. Lorsque nous parlons de bilinguisme, nous ne voulons pas du tout substituer la culture française ou anglaise à la culture arabe. Nous voulons au contraire, donner aux Libanais deux cultures au lieu d'une. Je considère que le fait d'accéder à deux civilisations ne constitue pas une juxtaposition de système, mais au contraire, une synthèse, qui fait du Libanais un être supérieur.

ROGER NABA'A - Une récupération symbolique, pas une synthèse.

SAID BOUSTANY - Lorsque M. Naba'a parle des effets néfastes d'une langue étrangère apprise en bas âge, je suis porté à croire que tous ceux qui ont appris le français à partir du jardin d'enfants sont des personnes plus ou moins ratées... Je suis heureux de constater qu'il a échappé à cette tare, qu'il parle un français digne de Racine, qu'il est en train d'analyser des problèmes libanais à partir d'une culture française très poussée et je me demande s'il est capable de nous dire en arabe ce qu'il vient de nous dire en français.

ROGER NABA'A - Je suis victime de cet enseignement.

SAID BOUSTANY - Eh bien, si les victimes sont de votre valeur, cher ami, nous aimerions tous être des victimes culturelles. J'ai l'impression que vous êtes plutôt victime d'autre chose. Vous êtes victime de certaines idées politiques, de certaines tendances doctrinales. Nous essayons de les dépasser, vous nous y ramenez et c'est ce qui fausse absolument le problème.

La partie la plus intéressante de notre problème est de savoir s'il est de notre intérêt d'arabiser les maths et les sciences à l'université. Si cela est possible, on pourra alors parler d'arabiser dans le secondaire et dans le primaire. Or, la langue arabe n'est pas encore prête à servir de véhicule scientifique. Il faut y travailler et il faut savoir si le Liban peut se contenter de cette langue.

Étudions l'expérience d'autres pays. L'Égypte et la Syrie ont fait des tentatives d'arabisation. L'Égypte a commencé à enseigner la médecine en arabe puis elle a adopté l'anglais depuis 1887. La Syrie qui enseigne la médecine en arabe depuis nombre d'années, a abandonné l'arabe et, à l'Université d'Alep, on commence à enseigner le génie en français et la médecine en anglais. Si ces pays ont voulu tenter l'expérience de l'arabisation il y a 20 ou 30 ans, et s'ils en sont revenus, pourquoi nous buter et vouloir recommencer l'expérience? Le résultat sera simplement qu'une ou deux générations de nos enfants serviront de cobayes et après leur avoir fait rater leur avenir, nous le regretterons en nous disant qu'il aurait peut-être mieux valu étudier de plus près l'expérience égyptienne pour ne pas courir les mêmes risques. Je suis pour l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de la littérature arabe en arabe, mais il faudrait bien enseigner cet arabe. Si nous enseignons Avicenne et sa métaphysique dans le secondaire, c'est le meilleur moyen de rebuter les jeunes, de leur montrer qu'après tout, Racine et Molière sont plus intéressants qu'Abdel Hamid el Kateb. C'est tout à fait un autre problème que celui de la langue scientifique.

L'enfant n'est pas capable de bilinguisme.

JACQUES PIOLLE - D'abord, il est bon de signaler que tout enfant n'est pas capable de bilinguisme.

Ensuite, avant d'enseigner une langue, que ce soit le français, l'arabe ou le malien, il faut d'abord la repenser, savoir pour l'arabe, quels sont les rapports entre le dialectal et le littéraire.

D'autre part, on ne peut pas décider a priori si enseigner les maths ou les sciences dans telle langue

est possible. Il faut articuler cette langue avec la réalité vivante.

Je voudrais maintenant vous poser quelques questions. Lorsque vous dites qu'il y a des Libanais pour ou contre tel type d'enseignement, à quelle enquête précise vous référez-vous ? J'en ai dirigé une que la mission culturelle m'a demandé de ne pas publier bien qu'elle ait été imprimée. Je crois que c'est la seule étude qui ait jamais été entreprise au Liban sur l'attitude des parents, des administrateurs et des enseignants à l'égard de l'enseignement des langues étrangères au Liban. Mes chiffres sont en complet désaccord avec ce que vous disiez tout à l'heure. Les gens condamnent l'enseignement que reçoivent leurs enfants et qu'ils ont eux-mêmes reçu mais veulent un enseignement de la langue étrangère. Pourquoi? Parce qu'on confond littérature, culture et langue. Ce sont trois choses tout à fait différentes.

ROGER NABA'A – Mais voilà justement le problème... Le gouvernement libanais ne fait aucune distinction entre littérature et langue.

JACQUES PIOLLE - Le gouvernement français non plus. Si à ma connaissance, il n'existe pas actuellement un seul lieu au monde où l'on enseigne une langue maternelle en classe, dans la mesure où enseigner la langue maternelle, c'est aussi enseigner le mécanisme du langage. On l'apprend toujours en dehors de la classe. En classe, on apprend la littérature française, la langue française écrite, la langue de Montesquieu; mais le français en tant que langue véhiculaire, langue de communication ? Non, décidément, je ne connais pas un seul endroit où il est enseigné, même pas en France. Et cela me paraît très grave. Tous nos élèves qui ont appris le français l'ont appris en dehors de la classe.

L'ORIENT - Le problème est donc d'ordre pédagogique ?

JACQUES PIOLLE - Non. Il est d'abord d'ordre linguistique et c'est ce qu'il faudrait d'abord étudier. En France, on n'a jamais encore fait l'inventaire de ce que sait un petit élève qui entre à l'école et de ce qu'il faut lui apprendre. On ne connaît ni l'enfant ni le point de départ.

Actuellement, on inonde le Liban de machines à enseigner le français : les méthodes audiovisuelles. Ce n'est pas une méthode, c'est un matériel, rien de plus. Entre parenthèses, c'est moi qui ai lancé l'enseignement audio-visuel au Liban.

Un libre choix qui n'en est pas un.

MICHEL ALLARD - Il me semble qu'il faut quand même déborder cette problématique de l'enseignement des sciences en arabe. Est-ce que nous allons y rester enfermés et dire qu'il n'y a pas de problème puisque la liberté de choix est laissée ?

C'est au-delà que se situe le problème réel que Roger Naba'a a évoqué : celui du déséquilibre culturel devant lequel se trouve l'enfant ou l'étudiant libanais. Quand on enseigne d'une façon concurrente et dès le primaire la langue anglaise ou française et la langue arabe, l'enfant peut se cultiver, de par ses lectures, dans les langues étrangères tandis que pour l'arabe, il n'a pratiquement rien à sa disposition. Ce qui fait qu'au bout d'un certain moment, il y a un déséquilibre culturel et, peu à peu, on arrive à ce que disait Roger Naba'a tout à l'heure. C'est-à-dire à un certain mépris de la culture arabe par celui qui a appris l'anglais ou le français. Cela, parce que culturellement il y a un apport énorme qui se fait à travers le français et l'anglais et que, parallèlement, l'apport à travers l'arabe est beaucoup plus difficile et beaucoup moins moderne.

Ce problème de déséquilibre culturel est un problème réel auquel il faudra penser en arabisant. Si on veut que le Liban cesse d'être un pays un peu trop sans culture propre...

ROGER NABA'A - Mais c'est ça le problème !

MICHEL ALLARD - Il faudrait que ceux qui savent bien l'arabe fassent l'effort d'exprimer en arabe tout ce qu'ils savent. Quel est le médecin, quel est l'ingénieur qui rend compte de son travail en arabe. Probablement très peu. En conséquence, comment voulez-vous qu'un jeune étudiant du primaire ou du secondaire puisse se cultiver. Il n'a rien à sa disposition. C'est pour cela que je suis contre ce libre choix. Finalement, on n'a pas de choix.

Le choix est purement théorique. Sur le plan pratique, il y a choix entre d'un côté un enseignement qui n'en sera pas un, qui sera fait en arabe et qui sera nul et, d'un autre côté, un enseignement valable. Il faudrait que les deux enseignements aient la même valeur. Or, actuellement, il est certain que si on enseignait les sciences en arabe, cet enseignement n'aurait pas la même valeur que celui prodigué en français ou en anglais. Même l'enseignement de la langue et de la littérature arabes n'est pas au même niveau que l'enseignement de la langue ou de la littérature anglaises ou françaises. Ce problème est important et il déborde les frontières du Liban. Dans l'ensemble, exception faite de ceux qui sont présents et de beaucoup d'autres, on peut dire que les étudiants qui font de l'arabe par métier sont les moins intelligents parmi les étudiants. Ce sont ceux qui sont incapables d'être médecin, ingénieur, de faire du droit. Alors c'est un cercle vicieux. On dit aux gens, on va arabiser, mais avec quoi ?... Avec des professeurs incapables. S'ils le sont, c'est que nous nous trouvons culturellement et socialement devant un mépris plus ou moins conscient de la culture arabe car la plupart du temps elle est mal enseignée.

HICHAM NACHABEH - Je pense qu'il est indispensable de connaître une langue en plus de sa langue maternelle pour accéder au savoir ; cela ne veut pas dire avoir deux cultures comme l'entend M. Boustany, mais avoir une culture enrichie par la connaissance d'une seconde langue.

SAID BOUSTANY - C'est ce que j'entendais par synthèse.

HICHAM NACHABEH - Le problème que pose le père Allard est le vrai problème. Je suis aussi contre ce choix car il n'en est pas réellement un. Il faut commencer par perfectionner les manuels arabes. Là, j'insiste sur le rôle des Libanais, peuple intellectuellement très vigoureux.

Mais il est vrai que dans nos collèges le français est enseigné par des gens qui le possèdent très mal...

ROGER NABA'A - Dans quels collèges ?

HICHAM NACHABEH - Dans la plupart des institutions, même dans les écoles qui ont une bonne réputation. Ceci n'est évidemment pas vrai dans quelques institutions privées.

J'ai retiré mon fils de Jamhour...

JACQUES PIOLLE - Je me permets de vous faire remarquer que j'ai retiré mon fils de Jamhour à cause du niveau peu satisfaisant de l'enseignement des maths et des langues.

HICHAM NACHABEH - Je crois qu'on gagnerait beaucoup de temps à enseigner les maths et les sciences en arabe et on ne perdrait rien pour l'enseignement de la langue étrangère. Au contraire, on pourrait mieux l'enseigner. Mais avant d'appliquer ce système, il faudrait l'expérimenter, on ne peut l'introduire du jour au lendemain.

SAID BOUSTANY - Je reconnais que, comme l'a dit tout à l'heure M. Piolle, tout le monde n'est pas doué pour être bilingue, de même que tout le monde ne peut entrer à l'université ou que tous les Libanais ne peuvent être pilotes d'avion. Pourquoi lorsque nous parlons d'arabisation, imaginons-nous que tout le monde va entrer à l'université et que c'est la langue française qui les en empêche ?

Je pense qu'il est urgent que le gouvernement fasse quelque chose pour mieux enseigner le français. Ce n'est pas parce que nous apprenons une langue étrangère que nous sommes faibles en arabe. C'est parce que nous enseignons mal l'arabe, comme l'a dit le père Allard, nous n'avons rien à mettre à la disposition des enfants : les livres scolaires laissent à désirer, la grammaire arabe est enseignée de manière abstraite et philosophique, ce sont les bonnes vieilles méthodes de Basra et de Koufa d'il y a mille ans. Cela, parce que l'enfant n'a jamais existé dans l'optique de la pédagogie arabe. Les manuels arabes étaient destinés à de bons vieillards qui se complaisaient dans une certaine gymnastique de l'esprit à travers la grammaire arabe.

Pour arabiser, il faudrait d'abord créer une langue scientifique. Pour la créer, il faudrait des savants. Pour les former, il faudrait une bibliothèque. Puisque ce langage scientifique arabe n'existe pas encore, je me demande si nous ne sommes pas en train de tourner en rond. Nous ne pouvons pas opter tout de suite pour l'arabe, car en le faisant nous opterions pour notre suicide culturel. Cela n'a rien à voir avec l'apprentissage de la langue arabe, c'est une question technique. Lorsque j'ai besoin

d'un médecin, je ne lui demande pas comment il appelle son bistouri, ce que je lui demande, c'est de bien me soigner.

Lorsque les savants arabes existeront, ils créeront eux-mêmes leur jargon et je me demande même dans quelle mesure il sera de leur intérêt de se limiter à un jargon scientifique arabe. Prenez l'endocrinologie, par exemple. Les endocrinologues ont choisi d'exprimer les résultats de leurs recherches en anglais. A Copenhague, toutes les revues d'endocrinologie sont en anglais. Cela n'a pas blessé la fierté nationale des Danois. Il faut profiter de l'expérience commune et de la rapidité du développement des sciences qui nous oblige à rester en contact avec le monde.

Ce qui se fait actuellement dans les pays arabes n'est pas du tout encourageant. A l'Université de Damas, on enseigne la médecine dans des manuels composés en 1946 ou 1940. Or, on n'utilise presque plus de livres dans les pays européens, sinon pour connaître l'emplacement du cœur et le nombre des côtes. Pour le reste, on a recours à des revues scientifiques spécialisées. Dans les pays arabes, il n'existe pas une seule revue spécialisée. Même s'il en existait, on aurait de la difficulté à les alimenter car chaque pays arabe a un langage qui lui est propre. Abdallah el-Alayli a dit ceci de très révélateur : si un savant arabe visitait un autre pays arabe, il aurait besoin d'un interprète pour faire part de ses découvertes scientifiques. Il existe actuellement tout au plus dix spécialistes d'endocrinologie dans le monde arabe. En supposant qu'ils puissent créer une revue scientifique en langue arabe, quel est l'éditeur qui se chargera de publier une revue aussi onéreuse pour dix médecins? Est-ce qu'il n'est pas dans notre intérêt de rester en contact avec cette science mondiale qui avance à pas de géants? Voilà pourquoi il faut opter pour une langue étrangère à l'université, pour ne pas nous couper de la civilisation et de la science mondiale.

Le bilinguisme n'existe pas.

JACQUES PIOLLE - Qu'est-ce que ce bilinguisme dont on parle tant ? Je crois que le bilinguisme parfait n'existe pas et je ne suis pas le seul à le croire. A de très rares exceptions près, il n'existe pas d'individus à plusieurs systèmes linguistiques de référence. De nombreuses études ont été entreprises à ce sujet, notamment à partir de la chirurgie du cerveau. On a trouvé que lorsqu'on se déconnecte, pour des raisons mystérieuses et qui ne sont pas utiles à notre présent débat, les contacts d'un individu avec telle ou telle partie de sa culture se déconnectent en même temps, ainsi que sa connaissance de la langue dans laquelle il a exprimé cette culture. On a tout récemment reçu un rapport sur un informaticien français qui n'avait appris l'anglais que pour faire de l'informatique. Ayant été victime d'un grave accident d'avion, il a oublié toute l'informatique qu'il avait apprise, ainsi que tout l'anglais, mais il se rappelle toutes ses mathématiques. Cela est tout de même symptomatique et prouve que le bilinguisme n'existe qu'en liaison avec un champ de connaissance et non point avec une culture comme vous le disiez tout à l'heure.

Il faudrait aussi évoquer certains problèmes du bilinguisme. A quel âge peut-on apprendre deux langues : à partir du jardin d'enfants ? A partir de la sixième ? A partir de la sixième, c'est le pire moment. Tous les psycho-linguistes sont d'accord pour dire que les trois années qui précèdent et suivent la maturité physiologique sont le pire moment pour l'apprentissage d'une langue. C'est certainement une des raisons de l'échec de l'enseignement du latin en France. En conséquence, il faut que cet enseignement ait lieu plus tôt ou plus tard. Mais de préférence plus tôt. Les récents travaux de McKay ont prouvé qu'au-delà de la dernière période de la maturité physiologique qui se situe je pense entre 13 et 15 ans selon les sexes, il n'est plus possible d'apprendre par l'oreille. Or, tout le monde sait qu'une langue s'apprend, d'abord, par l'oreille.

Il y a un autre aspect de ce problème, couvine l'ont montré les travaux de Ghetto et de Yang qui sont des Japonais, les Japonais étant les plus avancés en la matière. Leur étude porte sur l'interférence des langues qu'on apprend trop tôt. Cet apprentissage est dangereux. Non pas dans la mesure où on apprend plusieurs langues uniquement pour les pratiquer, mais dans la mesure où on réfléchit dans plusieurs langues. Les interférences ne sont pas celles d'un système linguistique à un autre, mais d'une réflexion linguistique à une autre. C'est-à-dire qu'il est très dangereux d'apprendre à écrire à la fois le français et l'anglais. Je pense aussi que malgré leur différence, il est très dangereux d'apprendre à écrire à la fois l'anglais (ou le français) et l'arabe. Quand je dis apprendre à écrire, c'est aussi apprendre à lire, apprendre la grammaire.

Il a notamment été prouvé, par Yang et Michu, deux autres Japonais, qu'il est impossible à un enfant d'acquérir le sens de la grammaticalité - surtout lorsqu'on essaie de le lui inculquer à la fois en deux systèmes.

Ceci explique le fait qu'on ait été obligé de limiter les examens d'anglais et de français à des dictées et des analyses. N'ayant pas la possibilité de vraiment pratiquer en français correct, en raison de leurs incapacités de grammaticalité, les élèves s'en tiennent à apprendre les règles de correction, et le plus fréquemment, les règles d'exception. Mais cela n'est pas de leur faute, c'est celle de leurs professeurs.

Donc, si vous attendez trop, vous ne serez jamais bilingues. Si vous commencez trop tôt tout à la fois, vous ne serez jamais bilingues non plus, sauf quelques rares exceptions.

Je voudrais maintenant répondre au Père Allard, ou plus exactement relever ce qu'il disait tout à l'heure lorsqu'il a affirmé : "Au Liban, on est professeur d'arabe non par métier mais par incapacité de faire autre chose". Ce problème, qui est celui des professeurs de langue, est vrai un peu partout. Il y a quelques mois encore, j'ai eu l'occasion de le vérifier en France lorsque le doyen de ma faculté de lettres m'a dit : "Il y a là 22.000 et quelques étudiants, c'est-à-dire 22.000 individus qui n'ont trouvé leur place ni dans les facultés de droit, ni dans les facultés de médecine. Très peu de jeunes viennent chez nous par choix après le baccalauréat parce qu'ils ont une vocation de littéraires, de linguistes, de philosophes ou de sociologues. C'est très rare. Ceux qui sont là, y sont venus parce qu'ils n'ont rien trouvé ailleurs".

Le problème est donc généralisé et il se situe, à mon sens, au niveau des méthodes. Que faire si on ne peut avoir de bons professeurs de langue ? Je vous prie de m'excuser si je vous cite l'exemple d'un voisin que vous n'aimez guère : Israël. Confronté au problème de l'enseignement d'une langue très difficile et qui n'était plus parlée par personne, les Israéliens ont réussi en pensant en termes de culture de masse au lieu de penser en termes d'enseignement : émission en hébreu à la radio, programmes à la T. V. sur tous les problèmes intéressant les élèves.

Quant à l'exemple donné par le Dr Boustany - celui de l'endocrinologie - j'y répondrai en faisant remarquer que les professeurs d'endocrinologie dans les facultés françaises ne lisent pratiquement que des revues d'endocrinologie en langue anglaise, mais ils donnent quand même leurs cours en français.

Les buts inavoués des missions culturelles françaises.

HICHAM NACHABEH - Absolument.

JACQUES PIOLLE - Autre exemple : celui des informaticiens - Arabes en général et Libanais en particulier. J'en connais beaucoup, qui utilisent un vocabulaire informatique et possèdent un lexique qui n'existe qu'en anglais. Les Anglo-Saxons ont créé l'informatique, ils en ont donc créé en même temps la terminologie. On peut quand même parler d'informatique en français : "Hardware" se dit "quincaillerie" et "Software", "matière grise" ; c'est de l'argot mais cela n'a aucune importance. Par contre, je n'ai jamais entendu utiliser l'arabe, même l'argot, en informatique. Cela démontre une incapacité de la langue non pas en tant que telle mais dans les rapports langue-individus. Et cela vous ne pourrez en sortir que dans la mesure où aura été créé un immense mouvement qui fera, par exemple, expliquer à la population, à la radio et à la télévision par le chimiste les dangers du Démol. L'arabe utilisé sera tout d'abord accessible à tout le monde, puis insensiblement épuré, affiné, perfectionné.

Le problème est bien celui du passage de ce moyen de communication individuelle qu'est votre dialecte à une langue grammaticalisée, l'arabe littéraire. Ce problème existe aussi en France, entre ce qu'on appelle le français parlé et le français écrit. Le problème est social, c'est celui de la culture des masses. C'est par là que s'affinera la langue.

Le Dr Said Boustany a dit tout à l'heure que l'on pouvait faire aussi bien que la mission culturelle française, c'est-à-dire donner un bon enseignement. Cette fois, je vous répondrai, non pas en tant que linguiste, mais en tant qu'ancien "missionnaire". J'ai été pendant 20 ans dans les missions culturelles françaises à l'étranger.

La France ne peut entretenir à l'étranger que les lycées destinés à une élite. Car les établissements français installés à l'étranger ne peuvent exister que dans la mesure où ils sont étrangers et d'élite, tant par le choix de leurs élèves que de leurs professeurs. Mon fils me faisait remarquer que le niveau du Lycée français de Beyrouth était supérieur à celui de tous les lycées d'Aix. On ne peut

donc pas le comparer à d'autres établissements libanais. C'est une expérience en vase clos, presque extra-territorialiste, c'est quelque chose de tout à fait à part.

Galilée, le latin et l'italien.

L'ORIENT - Donc, pour vous, le problème est social pour ne pas dire politique.

JACQUES PIOLLE - Non, technique. Regardez Israël, il a d'abord donné des cours d'hébreu à la radio et à la télévision, en y mettant des moyens financiers énormes, d'accord. Quand on n'a pas de personnel, il faut créer des méthodes. Le malheur au Liban, c'est qu'il n'y a ni personnel, ni méthodes.

ROGER NABA'A - A Dakar, il y avait une équipe dirigée par Sauvagot qui a essayé de faire du woulof une langue nationale. Je ne sais si l'expérience aurait réussi. Elle a été bloquée par "Son Excellence le président de la République Léopold Senghor".

JACQUES PIOLLE - Elle a été reprise depuis le mois de novembre.

ROGER NABA'A - C'est alors très récent. Elle a été bloquée pour des raisons politiques et quoi qu'en disent MM. Piolle et Boustany, le problème est politique. Israël a réussi à moderniser l'hébreu bien que la langue hébraïque ait connu un blocage culturel et un retour mythique au religieux similaires à ceux de la langue arabe. Mais la langue arabe n'a pas évolué, elle est restée bloquée tandis que la langue hébraïque s'est développée parce que le besoin s'en est fait sentir. L'hébreu a été modernisé en 1891 par un linguiste - je ne me souviens plus très bien de son nom - je crois qu'il s'appelait...

JACQUES PIOLLE - Ben Chaoul.

ROGER NABA'A - C'est cela. A ce moment-là, en 1890, se tenait le congrès de Bâle. On ne peut dissocier les deux événements.

JACQUES PIOLLE - Vous oubliez seulement que la langue qui se parle actuellement en Israël n'a rien à voir avec la langue définie par Ben Chaoul.

ROGER NABA'A - C'est vrai, mais...

JACQUES PIOLLE - C'est-à-dire qu'il faudrait peut-être laisser de côté la langue de Ben Chaoul.

ROGER NABA'A - Non. Je vais vous dire pourquoi. Peut-être que du point de vue linguistique, vous avez raison. Mais politiquement, la langue hébraïque s'est articulée sur une économie et une industrie hébraïques. Pourquoi le langage de la physique est-il né au XVII^{ème} siècle ? Parce qu'il y a eu à cette époque-là des physiciens européens et une évolution technique, industrielle qui a favorisé sa création.

JACQUES PIOLLE - Galilée a écrit ses ouvrages en...

ROGER NABA'A - En italien !

JACQUES PIOLLE - En latin. Ils ont été traduits.

ROGER NABA'A - Machiavel, Galilée et Descartes ont ressenti à trois périodes différentes le besoin d'une évolution politique, de transmettre leurs idées à une classe montante, celle de la bourgeoisie. Il est impossible qu'une langue scientifique arabe se développe, non pas qu'elle en soit incapable comme disait M. Piolle...

JACQUES PIOLLE - J'ai dit langage arabe. Ce n'est pareil.

ROGER NABA'A - A l'heure actuelle, on n'éprouve pas le besoin de parler arabe, car l'impérialisme économique empêche les Arabes d'avoir leur propre industrie. Nous importons non seulement des marchandises des pays d'Europe, mais en même temps des suggestions culturelles et scientifiques, comme le dit Berque. C'est pour cela que nous ne pouvons avoir de langue scientifique. Voyez ce

qui s'est passé en Chine communiste et en Russie soviétique. Avec la prise de pouvoir «politique par Lénine en 1917, par Mao Tsé Toung en 1946-49, il y a eu, en même temps, une prise de conscience linguistique comme fait national et aussi un développement technique, scientifique et industriel qui devaient trouver un langage propre, qui ont transformé ces langues ; et à l'heure actuelle, la Chine est capable d'exprimer en chinois ses problèmes techniques, industriels, économiques, etc. . Il en est de même pour les Russes.

SAID BOUSTANY - Et les revues japonaises qui paraissent en anglais. Comment expliquez-vous cela ?

JACQUES PIOLLE - Pour le chinois, nos quatre professeurs missionnaires à Aix sont incapables d'expliquer en chinois à leur section de chinois ce qu'ils enseignent en français.

ROGER NABA'A - Le Dr Said Boustany a dit tout à l'heure que l'Égypte enseignait la médecine en arabe et qu'elle l'enseigne maintenant en anglais. Trouvez-vous étonnant que la Syrie ait récemment adopté le système français depuis la politique pro-arabe du général de Gaulle ?

SAID BOUSTANY - Donc ce ne serait pas parce que leurs livres dataient de 1940...

JACQUES PIOLLE - Là, vous n'êtes pas honnête, M. Naba'a, vis-à-vis des événements J'ai été étroitement mêlé aux rapports entre la France et la Syrie. Nous nous sommes pratiquement fait mettre à la porte pour l'enseignement de la médecine en langue étrangère, il y a 30 ans, pour être remplacés par les Américains, car les spécialistes syriens vont presque tous se former aux Etats-Unis. Est-ce parce qu'ils aiment tellement les Américains ?

ROGER NABA'A - Admettons que j'ai fait une erreur. Le problème fondamental que M. Piolle ne peut voir en tant que linguiste, mais que l'on voit en tant que militant, est celui de la domination de l'idéologie arabe par une idéologie d'importation. Quand Nasser, pour excuser l'échec arabe, invoqua, le matériel électronique dont dispose Israël, c'est que lui, aussi bien que Heykal, rédacteur en chef du "Ahrâm", sont fascinés par les Américains et leur civilisation. Ils voudraient arriver à ce niveau technique, industriel et culturel, mais y arriver par le chemin, c'est la mort de la culture arabe, parce que le chemin consiste précisément à imiter des modèles étrangers.

Le problème du bilinguisme est encore une fois un problème politique...

HICHAM NACHABEH - Pourquoi tout axer sur le bilinguisme ? Le problème n'est pas là.

ROGER NABA'A - En supposant qu'il y ait un mathématicien arabe, où travaillerait-il ? La France, à l'heure actuelle, est en train de peiner lamentablement derrière les États-Unis qui sont à la pointe du progrès et de la recherche, et ceci s'explique par le déséquilibre économique des deux pays.

SAID BOUSTANY - Et alors, faut-il arabiser ou pas ?

ROGER NABA'A - Il faut arabiser, mais au niveau...

SAID BOUSTANY - Que ferons-nous alors de ces savants ?

ROGER NABA'A - Lesquels ?

SAID BOUSTANY - Justement. Si les savants français ne peuvent pas trouver du travail, que feront les savants arabes ?

ROGER NABA'A - Les savants français sont articulés sur les problèmes américains. Un très beau discours politique, mais...

SAID BOUSTANY - Sur quoi allons-nous articuler les savants arabes ?

ROGER NABA'A - Sur les problèmes arabes, sur une indépendance politique, vis-à-vis de toute hégémonie étrangère. Notre pétrole sera un pétrole arabe et notre économie sera une économie arabe. Une révolution, en somme...

JACQUES PIOLLE - Vous voulez absolument nous mener à la révolution. Il faut poser le problème en techniciens, et non pas en politiciens. J'ai été en prison plus souvent que vous. J'y ai même passé une partie de mon enfance. Ceci, simplement pour vous dire que c'est volontairement que je réduis le débat à des dimensions techniques parce que c'est le seul moyen d'action. C'est en tout cas pour moi le seul qui soit sûr et dans lequel je peux vraiment discuter.

MICHEL ALLARD - M. Naba'a nous a fait un très beau discours politique. Je suis d'accord avec lui sur un bon nombre de points. Je pense que le problème de l'arabisation est aussi un problème politique et social. Je pense qu'il y a une volonté de la part d'une certaine classe dirigeante de ne pas vouloir ce problème et de se réfugier dans le bilinguisme comme solution de facilité, ce qui, pour le moment, résout les problèmes. On se dit : il y a beaucoup trop de difficultés. Puisque nous ne pouvons pas les résoudre, ne cherchons pas à le faire. N'arabisons rien. Pendant ce temps, nous formerons des savants arabes qui parleront anglais ou français. Mais il y a un autre problème. La culture de masse dont a parlé tout à l'heure M. Piolle devient alors de plus en plus impossible, parce que l'arabe est la langue de communication entre l'élite et la masse, qu'on le veuille ou non, car il ne faut pas oublier que la majorité des Libanais ne suit que l'enseignement primaire.

Si l'on veut qu'il y ait un développement sérieux au Liban, si l'on veut que le pays évolue pour devenir un pays moderne, il est absolument indispensable qu'il y ait un lien entre l'élite et la nation tout entière, et ce lien ne peut être que l'arabe. Par conséquent, il est urgent d'entreprendre une certaine arabisation. On ne peut décoloniser le Liban, comme vous le disiez tout à l'heure, sans une certaine unanimité du peuple qui ne peut se créer, à mon avis, qu'à partir de la langue arabe. Il faut donc, même si la connaissance des langues étrangères est une nécessité actuelle, une volonté d'arabisation des élites.

KASSEM MANSOUR - Je crois aussi comme le père Allard et Roger Naba'a, que le problème de l'arabisation est un problème politique. Ma question est la suivante : par où commencer cette arabisation ? Par le jardin d'enfants ? Par la sixième ? A l'université ?

Je crois qu'il faudrait commencer à enseigner les maths et les sciences en arabe à partir de la classe de sixième et attendre 7 ans pour que cette promotion arrive au bac libanais. D'ici là, j'espère que le Liban sera doté de livres de maths et de sciences en arabe, et le monde arabe d'une terminologie unifiée. Il y a 2 ou 3 mots pour "pile" par exemple. D'ici 7 ans, il faudra savoir trouver une terminologie unique.

MICHEL ALLARD - Je pense que vous êtes très optimiste en disant qu'il faut 7 ans pour créer cette langue. N'oubliez pas qu'il y a eu dans l'histoire arabe une première arabisation au temps des Abbassides, l'arabisation de l'héritage grec. Cette arabisation a demandé un effort considérable, en ce sens que le gouvernement de cette époque a eu à payer des traducteurs qui ont été à son service pendant un siècle; et encore ils travaillaient sur un héritage qui était clos, fermé, avec un nombre de livres limité. Je crois que vous sous-estimez l'effort qu'il y a à faire, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas l'entreprendre.

KASSEM MANSOUR - Je suis d'accord. Mais j'ai décrit simplement la première étape de l'arabisation.

GEORGES SFEIR - Je suis conscient des difficultés de l'arabisation et des problèmes qu'elle pose. J'y suis néanmoins favorable, principalement pour la raison suivante : C'est la langue maternelle qui permet l'apprentissage et l'expression du savoir avec le plus de facilité, d'exactitude et de naturel. Ceci étant, j'opterais non pour le dialecte libanais, parce qu'il n'est pas, dans son état actuel, une langue de culture, et parce qu'il nous enfermerait dans les limites de notre pays. Un arabe simple et correct, souple et moderne, serait notre langue quasi maternelle, en même temps que l'arabe de tous les Arabes.

Mais une arabisation hâtive serait un vrai suicide. C'est une entreprise de longue haleine. Il s'agit, avant tout, d'étudier les conditions, de choisir les domaines et de prévoir le rythme d'une arabisation possible et souhaitable.

Voici quelques idées pour une planification de l'arabisation :

- L'État devrait statuer dans ce domaine non pour ceux qui actuellement se trouvent incapables de poursuivre leurs études philosophiques ou scientifiques en se servant d'une langue étrangère. Ce sont hélas des victimes de la médiocrité de l'enseignement, pour

lesquels l'État ne peut que créer des cours supplémentaires de langues, des cours de rattrapage, durant les vacances de l'été et parallèlement aux études universitaires. Pour assainir le climat de l'arabisation il faut que l'État fasse tout pour réformer l'enseignement des langues étrangères, faire disparaître le handicap qui fausse le problème de l'arabisation.

- Une réforme de cet enseignement ne consiste nullement à remplacer en classes terminales les heures de littérature étrangère par des heures de langue étrangère. Au contraire ce serait une manière hypocrite d'en arriver, à long terme, à supprimer la culture que nous apporte cette langue. La réforme de l'enseignement des langues est une question de méthode, de manuel, de personnel enseignant, depuis le jardin d'enfants jusqu'à la fin du cycle complémentaire.
- L'arabisation devrait se faire par en haut, c'est-à-dire que, dans une matière donnée, elle serait précédée d'une arabisation du savoir, au niveau des études supérieures. Ce sont des chercheurs, des créateurs qui finiraient par donner en arabe le compte rendu de leurs recherches, par exprimer en arabe leur savoir de spécialistes. Et le souci que pourrait avoir l'État de permettre cette arabisation devrait se concrétiser par des laboratoires de langue, des commissions où l'on travaillerait notre langue de façon à lui permettre d'intégrer le savoir des spécialistes à la culture arabe.
- Je ne vois, pour le moment, aucun obstacle à l'enseignement en arabe de certaines matières telles que l'histoire. Et il faudrait se hâter d'arabiser tout le savoir en géographie. Ce sont, avec la philosophie et le civisme, des matières dont l'enseignement en arabe pourrait aider à cimenter l'unité nationale.
- Mais que l'on se mette à enseigner la physique, la chimie, la biologie en arabe, ne profite nullement à l'unité nationale. Et ce serait, dans l'état actuel (et je ne vois pas autrement les choses, pour bien des années encore et peut-être pour toujours), couper les ponts aux bacheliers, ou, du moins, leur créer d'énormes difficultés de poursuivre leurs études. Le baccalauréat n'est pas fait pour être un diplôme de fin d'études mais un visa pour l'université. Dans la course des peuples au savoir, nous devons chercher les moyens d'accélérer et non de ralentir notre mouvement.

Lorsque nous serons industrialisés, notre langue répondra à notre situation.

SAID BOUSTANY - Je voudrais revenir sur certains points :

1. N'est-il pas possible de bien enseigner le français en dehors de quelques écoles de "missions", ce qui conférerait à cet enseignement un caractère de classe ? Ma réponse est : certainement oui. J'ai une expérience de 27 ans dans ce domaine et j'ai été instituteur dans de très petits villages, j'ai été directeur d'école et inspecteur. Dans les villages les plus déshérités, les élèves ont très bien appris le français quand il leur a été bien enseigné.
2. Faut-il renoncer au bilinguisme pour des raisons politiques ? A mon avis, c'est pour des raisons politiques qu'il faut maintenir le bilinguisme. Ce serait une erreur, au moment où le monde entier se met à adopter le bilinguisme et même le plurilinguisme, que nous nous privions de cet avantage pour nous contenter d'une seule langue, quelle qu'en soit la richesse ou l'indigence. Le Liban est membre de la Ligue arabe, d'accord ; mais il reste le Liban.
3. Une traduction systématique permettrait-elle une arabisation de l'enseignement ? Supposons, avec M. Mansour, le problème résolu en sept ans au niveau du primaire et du secondaire, où même tout de suite, en adoptant les livres syriens. Qu'arrivera-t-il au niveau de l'enseignement supérieur auquel accéderont des jeunes ne possédant que l'arabe ? Il faudra traduire. Que traduire ? Les 12.000 ouvrages scientifiques paraissant chaque année de par le monde ? Évidemment pas. Une commission devra sélectionner ; imaginez la masse de travail et l'éventail de sa compétence... Une fois le choix effectué, il faudra trouver des traducteurs non seulement ayant une maîtrise parfaite de l'arabe et de la langue à traduire, mais aussi de la spécialité traitée dans l'ouvrage : un psychologue pour la psychologie, un informaticien pour l'informatique, un chimiste pour la chimie, etc. Est-ce réellement possible ? On cite trop vite à cet égard l'exemple d'Israël. Mais en quoi consiste en réalité l'hébraïsation des ouvrages

scientifiques ? Quelques paragraphes d'hébreu et des passages entiers dans la langue d'origine du livre. Est-ce cela l'arabisation que l'on veut nous servir ? M. Sfeir a bien raison; une arabisation complète, pure et simple serait un suicide au niveau de l'Université. Des livres traduits qui sont utilisés à l'Université Libanaise sont souvent incompréhensibles. Je citerai l'exemple du traité de Charles Gide sur l'économie politique et celui de l'orientaliste Blachère sur la littérature arabe. Mes étudiants doivent revenir à l'original pour comprendre. "Cherchez la science, même s'il faut pour cela aller en Chine" dit la tradition. En Chine, il faudra chercher cette science en chinois et en France, en français.

L'arabisation peut être un objectif, à condition qu'elle ne nous maintienne pas dans notre sous-développement, et pour cela elle doit être progressive et nécessairement partielle, du moins au niveau de l'Université. Ainsi l'enseignement des diverses sciences devra demeurer dans la langue scientifique mère. Mais un médecin, par exemple, devrait néanmoins avoir une formation arabe lui permettant de communiquer avec ses collègues des autres pays arabes, de mobiliser les masses en vue de leur développement, enfin de produire éventuellement en arabe des ouvrages scientifiques. Ainsi le mouvement d'arabisation se fera en profondeur et non plus en surface.

4. Peut-on arabiser l'enseignement primaire ? Et le secondaire ? A ce niveau, je crois que oui, à condition qu'il s'agisse d'élèves qui ne veulent pas aller à l'Université. Mais comment faire la distinction ? Quant à ceux qui veulent avoir accès à l'enseignement supérieur, la langue étrangère me semble indispensable pour eux, car, pour le moment, l'arabe ne donne pas accès à toutes les sciences. Je suis d'accord avec M. Naba'a sur la nécessité d'arabiser l'enseignement scientifique au Liban, mais j'inverse les priorités : créer des équivalents arabes des termes scientifiques étrangers ne correspondrait à rien dans la réalité. Pour que un enseignement scientifique réponde à nos besoins et à notre réalité, il faudrait commencer par changer cette réalité, autrement dit lutter contre notre sous-développement. Lorsque nous serons un pays développé et industrialisé, notre langue répondra d'elle-même à notre nouvelle situation. Si la langue est l'expression d'un état de civilisation, il faut d'abord créer cet état de civilisation. Lorsque cela sera, son expression se fera naturellement en arabe. L'arabe est une langue comme une autre, elle est loin d'être morte, si elle n'est pas vivante à 100%. On travaille maintenant à sa modernisation comme a été modernisé l'hébreu.

En attendant que ce processus soit achevé, il nous faut une langue véhiculaire scientifique à l'Université si nous ne voulons pas mourir. A défaut, ce n'est pas la langue arabe qui mourra, mais bien les Arabes eux-mêmes.

GEORGES SFEIR - Tout comme la promotion du dialecte libanais ne doit pas se faire au détriment de l'arabe, l'arabisation ne doit pas se faire au détriment d'une langue étrangère comme langue de culture. On ne pourra se passer d'une langue étrangère que le jour où le Liban n'aurait plus rien à perdre s'il se contentait de l'arabe. Pour le moment c'est une vue de l'esprit, qui peut simplement faire office d'objectif idéal à atteindre.

MICHEL ALLARD - Les circonstances imposent une arabisation rationnelle : que les problèmes posés soient graves, que les obstacles à surmonter soient énormes, que cette arabisation doive être progressive, j'en conviens. Mais si l'on attend cette arabisation progressive de l'initiative privée, d'un certain nombre de personnes comme nous, on n'arrivera jamais à rien. Le problème dépasse même les frontières du Liban et doit être traité, pour de nombreux points, au niveau de l'ensemble des pays arabes. L'effort fragmentaire ne sert à rien. Ainsi par exemple, durant des mois et des mois, on a discuté à l'académie arabe du Caire de la possibilité de simplifier l'écriture arabe. Résultat : les académiciens ont recommandé de marquer les voyelles dans les livres de l'enseignement primaire. Si l'on en reste là, il n'y aura jamais d'arabisation. Les problèmes doivent être résolus au niveau de l'ensemble du monde arabe, par une institution culturelle très importante; il faut que chaque pays se sente concerné. Il existe à Rabat un bureau d'arabisation; qui donc, ici, en a entendu parler ?

Une conclusion en 7 points.

L'ORIENT - Si l'on tirait la conclusion de ce débat, on aboutirait aux éléments suivants :

1. On ne peut être contre le principe de l'arabisation.

2. Mais celle-ci doit se faire tout en maintenant une certaine ouverture culturelle sur le monde.
3. L'arabisation ne se limite pas au problème de l'enseignement des mathématiques et des sciences ; il se pose, d'abord, au niveau de la langue.
4. L'arabisation est liée au développement techno-scientifique du pays.
5. L'arabisation met en jeu les relations de classes sociales entre l'élite et la masse et implique une culture offerte à tout le monde.
6. C'est aussi un problème politique parce que d'une part la décision et l'application doivent faire l'objet de mesures gouvernementales et que, d'autre part, l'arabisation suppose une politique d'insertion dans le monde arabe. En effet, certaines mesures nécessaires pour favoriser cette arabisation ne peuvent être prises que par un ensemble de pays arabes.
7. En tout état de cause, l'arabisation doit commencer au niveau du primaire et du secondaire, même si elle est pour le moment impossible à l'Université.

Texte adapté par Mouzayyan NASSAR



S. M. A. Comprendre 20, rue du Printemps PARIS C. C. P. : 15 263 74
--